

Aout 2008

SOMMAIRE

1^{er} Août 2008

« **Comment regagner sa popularité : une taxe sur les profits exceptionnels des entreprises énergétiques ou une surcharge sur les banques ?** », Michael White, The Guardian

« **Une « windfall tax » est une solution facile, mais c'est la mauvaise** », éditorial, The Independent

4 Août 2008

« **Un nouveau leader pour le Labour rendrait de nouvelles élections nécessaires** », éditorial, TIMES

5 Août 2008

« **Seuls les conservateurs comprennent ce que veut l'opinion** », éditorial, THE INDEPENDENT

« **Downing Street doit garder son calme** », éditorial, DAILY TELEGRAPH

6 Août 2008

« **Le Labour n'a jamais été aussi impopulaire depuis 1935** », Nigel Morris, THE INDEPENDENT

7 Août 2008

« **David Miliband n'apporterait pas le changement nécessaire au Labour** », Seumas Milne, GUARDIAN

12 Aout 2008

« **Quatre jours de silence qui condamnent le Royaume-Uni** », éditorial, DAILY TELEGRAPH

13 Août 2008

« **Ce serait de la folie que de réduire les taux d'intérêt** », éditorial, DAILY TELEGRAPH

14 Août 2008

« **La Banque d'Angleterre doit se montrer ferme sur l'inflation** », éditorial, FINANCIAL TIMES

18 Août 2008

« **Le Royaume-Uni perd son rôle en matière de diplomatie internationale** », Michael Portillo, Sunday TIMES

« **Mr. Kouchner, le guérisseur** », John Lichfield, THE INDEPENDENT

21 Août 2008

« **La menace de stagflation place la Banque d'Angleterre devant un dilemme** », Larry Elliott, GUARDIAN

« **Une politique de défense crédible exige des ressources appropriées** », éditorial, FINANCIAL TIMES

22 Août 2008

« **Gordon Brown et David Cameron ne se sont pas distingués dans cette crise** », Bagehot, THE ECONOMIST

« **Le vieillissement de la population est inquiétant** », Ben Russell, Cahal Milmo, THE INDEPENDENT

28 Août 2008

« Mr. Miliband a dit les mots justes, au bon endroit et au bon moment »,
Bronwen Maddox, TIMES

« Le Royaume-Uni n'a pas de politique étrangère réelle », Iain Martin,
DAILY TELEGRAPH

**« Pour sauver notre énergie nucléaire, nous devons conclure un accord
avec EDF »,** éditorial, FINANCIAL TIMES

- 1^{er} Août 2008 : « Comment regagner sa popularité : une taxe sur les profits exceptionnels des entreprises énergétiques ou une surcharge sur les banques ? », Michael White, The Guardian

L'affaire Miliband a renforcé la pression qui pèse sur Gordon Brown pour qu'il ravive le Parti Travailleiste face aux Conservateurs. Mais que peut-il faire avant la conférence du parti fin septembre ? Promouvoir la justice sociale, afin de rassurer l'électorat qui doit faire face à la hausse des prix des produits alimentaires, de l'énergie et à la baisse de l'immobilier. Mais les possibilités d'action concrètes sont limitées. Prenons par exemple la taxe sur les profits exceptionnels des entreprises énergétiques (windfall tax) dont le produit pourrait être utilisé pour diminuer les tarifs pour les clients modestes. Le Chancelier, qui voudrait que l'industrie réinvestisse ses profits dans le développement de nouvelles ressources, est prudent. Tout le monde le pousse dans des directions opposées : augmenter ou diminuer les taxes ? Dans quel but ? D'un côté, la gauche du parti propose cette taxe sur les profits exceptionnels ainsi qu'une augmentation de 10% des impôts sur les hauts revenus et une taxation des banques qui ont ruiné l'économie. De l'autre, hier le rapport Mirless conseille de supprimer la TVA sur les produits de base dont les pauvres ne peuvent se passer, des vêtements d'enfants à l'électricité. Enfin concernant l'immobilier le rapport Crosby rejette l'intervention de l'état comme risquée. Quoiqu'il en soit, pour convaincre les électeurs que le Gouvernement défend la justice sociale, il faudra, plus qu'un changement de personnes, de nouvelles politiques efficaces.

- 1^{er} Août 2008 : « Une « windfall tax » est une solution facile, mais c'est la mauvaise », éditorial, The Independent

L'annonce d'une hausse significative des prix par British Gas cette semaine (+35% pour le gaz), corrélée à la révélation des profits importants faits par les producteurs d'énergie, a irrité la population. La solution avancée à Westminster serait que le gouvernement impose une taxation exceptionnelle des bénéfices des compagnies énergétiques (windfall tax). Gordon Brown devrait résister à la tentation de suivre cette voie. Non pas que British Gas et autres soient des modèles d'éthique économique, mais cette taxe pourrait s'avérer contre-productive pour l'intérêt national sur le long terme. Les producteurs doivent recevoir des signaux réguliers sur les taxes de la part du gouvernement s'ils veulent investir sur des projets de manière rationnelle. Si les ministres souhaitent prendre la bonne décision pour l'économie sur le long terme, ils devraient demander aux compagnies de mettre en place des compteurs intelligents (et régler la question des compteurs à pré-paiement qui affectent les foyers les plus modestes) qui montrent clairement à chaque foyer combien il dépense d'énergie (car nous devons faire plus pour réduire notre consommation de gaz et d'électricité). Ils devraient également continuer à travailler, à travers l'Union Européenne, à la libéralisation du marché de l'énergie.

- 4 Août 2008 : « Un nouveau leader pour le Labour rendrait de nouvelles élections nécessaires », éditorial, TIMES

Alors que les remous s'intensifient au sein du Labour et que Tony Blair lui-même se joint aux critiques *, l'éditorialiste du TIMES lance une mise en garde au parti au pouvoir : les travaillistes ne doivent pas se faire d'illusions. Il serait totalement

inacceptable, cette fois-ci, qu'ils choisissent un nouveau Premier Ministre sans chercher l'avis de l'opinion. La situation était différente l'année dernière car il était entendu depuis l'élection de 2005 que Mr. Brown succéderait à Mr. Blair. L'objectif d'un remplacement du Premier ministre actuel serait pour le Labour de prendre un nouveau départ. Ce ne serait possible qu'avec le soutien des électeurs. Une élection instantanée ne serait peut-être pas nécessaire, mais le parti travailliste ne devrait néanmoins pas tarder. Le risque serait lourd en effet : les Britanniques ne considèrent pas, et c'est le moins que l'on puisse dire, que l'arrivée de Gordon Brown au pouvoir, sans élection, a conduit à une période de bon gouvernement. La prochaine fois, s'il y a une prochaine fois, le Labour trouvera les électeurs plus insistants.

- 5 Août 2008 : « Seuls les conservateurs comprennent ce que veut l'opinion », éditorial, THE INDEPENDENT

Si le gouvernement est en panne, les conservateurs semblent faire preuve d'une vision impressionnante. Le discours de politique sociale présenté par Michael Gove, membre du cabinet fantôme et proche allié de David Cameron, a été un exercice d'une grande habileté politique : il suggère en effet la poursuite du programme de réforme du service public lancé par Tony Blair et présente Gordon Brown comme un frein à l'amélioration des écoles et des hôpitaux. En promettant de lutter contre la pauvreté des enfants, Mr. Gove s'engage de manière audacieuse sur un terrain traditionnellement réservé aux travaillistes. Le Premier ministre semble pour sa part incapable de se défendre et, inévitablement, certains représentants du Labour s'interrogent sur les capacités de leur dirigeant. Il est évidemment dans la nature même de l'opposition de se lancer dans de grandes déclarations et de faire ressortir les carences des gouvernements. Les difficultés surgissent lorsqu'elle doit mettre en œuvre ses propositions radicales une fois qu'elle arrive au pouvoir. Et il ne suffit plus alors de capter l'humeur du public.

- 5 Août 2008 : « Downing Street doit garder son calme », éditorial, DAILY TELEGRAPH

Downing Street a réagi de façon maladroite aux déclarations « provocantes » de David Miliband : le Secrétaire au Foreign office paraît présenter une menace plus sérieuse qu'elle ne l'est véritablement. Le gouvernement donne une impression de désespoir, alors que Gordon Brown est assuré de conserver sa position jusqu'aux prochaines élections s'il le souhaite. Pour couronner le tout, Downing Street s'est engagé dans une chasse aux sorcières contre des ministres dissidents supposés préparer un complot pour la rentrée. Tout cela est futile. Le Premier ministre ferait mieux d'ignorer ces intrigues et user de l'autorité (et du pouvoir) que lui confèrent ses fonctions pour surmonter ses difficultés.

- 6 Août 2008 : « Le Labour n'a jamais été aussi impopulaire depuis 1935 », Nigel Morris, THE INDEPENDENT

Avec seulement 27% des intentions de vote, le Labour perdrait près de la moitié de ses sièges si des élections se tenaient aujourd'hui, tandis que les conservateurs (44%) avec David Cameron, comme Premier Ministre, auraient une majorité écrasante : c'est ce que suggère le dernier « sondage des sondages » de

l'Independent, qui montre en outre une chute constante de la popularité de Mr. Brown (moins de 20% des Britanniques estiment qu'il fait du bon travail). Désormais, plus personne ne croit en la compétence du Labour en matière d'économie. Ces chiffres vont fournir de nouveaux arguments aux rebelles travaillistes qui souhaitent se débarrasser de Mr. Brown. Un article paru ce matin dans le Daily Telegraph laisse entendre que David Miliband, qui a des visées sur Downing Street, aurait déjà choisi son Chancelier de l'Echiquier en la personne d'Alan Milburn, ancien Ministre de la Santé et proche allié de Tony Blair.

- 7 Août 2008 : « David Miliband n'apporterait pas le changement nécessaire au Labour », Seumas Milne, GUARDIAN

Les spéculations vont bon train sur le désir de David Miliband d'entrer à Downing Street. Il est certain que le Secrétaire au Foreign Office est, en bien des points, plus attrayant que Gordon Brown. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'il a toujours été aux côtés de Tony Blair et qu'il a joué un rôle central dans le nouveau Labour. Depuis son arrivée au gouvernement, il a continué de soutenir la politique sur l'Irak et l'Afghanistan, et n'a pas renié les liens avec l'administration Bush. Pas plus que Mr. Brown, il ne semble avoir compris l'ampleur des changements politiques nécessaires pour faire face à la situation actuelle : crise financière, récession. Le Premier ministre a le choix : soit lancer une contre-offensive en mettant un frein au néo-libéralisme et en adoptant une politique plus égalitaire et plus interventionniste, soit continuer de vaciller jusqu'à l'effondrement de son gouvernement, comme l'a fait John Major avant lui. Une chose est sûre : le parti travailliste doit cristalliser tous ceux qui souhaitent l'adoption de politiques plus progressistes et plus populaires, sur les retraites, la santé, l'immobilier, la réglementation et l'Irak. Avec ou sans Brown, le Labour doit prendre une nouvelle direction pour survivre.

- 12 Août 2008 : « Quatre jours de silence qui condamnent le Royaume-Uni », éditorial, DAILY TELEGRAPH

Pourquoi a-t-il fallu attendre quatre jours une déclaration officielle de Gordon Brown condamnant les actions de la Russie en Géorgie et appelant au cessez-le-feu ? Où se trouve donc David Miliband ? Le Premier ministre et le Secrétaire au Foreign Office n'ont pas demandé mieux que de laisser Mr. Sarkozy, Mr. Bush et les autres dirigeants mondiaux prendre les devants. Cela en dit long sur le rôle que le gouvernement britannique entend jouer sur la scène internationale. Mais pour la Russie, le silence équivaut à la complicité et les molles dénonciations à de la faiblesse. Moscou en a déjà profité pour poursuivre plus avant son action en Géorgie. Même si le président Saakashvili a commis une erreur, la réponse du Kremlin n'en reste pas moins un acte d'agression illégale contre une nation libre, assez peu différent de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie il y a quarante ans. C'est une action qu'il faut dénoncer et contre laquelle il faut réagir. David Cameron suggère une accélération du processus d'admission de la Géorgie dans l'OTAN. C'est peut-être une proposition dénuée de sens dans la mesure où le pacte de défense mutuelle ne fonctionnerait pas s'il signifiait une guerre avec la Russie. Mais elle pourrait clairement signifier à Moscou qu'il ne peut en toute impunité agir en violation du droit international. L'histoire de l'Europe nous a appris ce qu'il en coûte de chercher à apaiser les tyrans.

- 13 Août 2008 : « Ce serait de la folie que de réduire les taux d'intérêt », éditorial, DAILY TELEGRAPH

Le taux d'inflation au Royaume-Uni atteint désormais 4,4%. C'est un échec pour la Banque d'Angleterre et le résultat de près de deux années de politique monétaire laxiste, alimentée par des dépenses publiques élevées. Il est essentiel de prendre maintenant les bonnes décisions : le comité de politique monétaire doit résister à toutes tentations d'abaisser les taux d'intérêt, sous prétexte de lutter contre la récession. Ce serait tout aussi fou de relever les taux car le coût actuel du crédit est déjà très restrictif et pèse lourdement sur l'activité économique. La situation est très pénible pour les travaillistes dont les chances de réélection sont nulles s'il n'y a pas de reprise économique avant le printemps 2010. Il n'en est pas moins vrai que la stratégie de Gordon Brown, en matière de lutte contre l'inflation, avec son objectif de 2%, est tout ce qui reste de la crédibilité du gouvernement dans le domaine de l'économie. Elle ne tient plus aujourd'hui qu'à un fil.

- 14 Août 2008 : « La Banque d'Angleterre doit se montrer ferme sur l'inflation », éditorial, FINANCIAL TIMES

L'inflation au Royaume-Uni atteint un taux annuel de 4,4%. Dans le même temps, l'économie ralentit et le chômage augmente. Les perspectives économiques sont tellement incertaines que la Banque d'Angleterre risque de prendre la mauvaise décision en matière de taux d'intérêt. La question est de savoir si le ralentissement suffira pour faire baisser l'inflation au cours des deux années à venir ou bien s'il faudra relever les taux mais de ce fait affaiblir plus encore l'économie. Il est vraisemblable qu'un maintien des taux à leur niveau actuel est la meilleure solution. Mais la Banque d'Angleterre doit se préoccuper de sa crédibilité pour conserver la confiance du public. C'est pourquoi elle doit se tenir prête à une hausse des taux et signaler sa détermination.

- 18 Août 2008 : « Le Royaume-Uni perd son rôle en matière de diplomatie internationale », Michael Portillo, Sunday TIMES

Tandis que le président Sarkozy offrait un cessez-le-feu et que Mr. Bush haussait le ton envers Moscou, le Royaume-Uni demeurait invisible. Les choses auraient sûrement été différentes si Tony Blair occupait toujours Downing Street : il ne manquait pas une occasion de se mettre en avant sur la scène internationale, et il ne déplaisait pas aux Britanniques de penser que leur pays jouait encore un rôle dans le monde. Pour sa part, Mr. Brown semble indécis. Il se concentre sur la crise économique mais sans prendre de direction bien précise. Il donnerait peut-être l'impression d'une plus grande détermination s'il s'occupait de politique étrangère. C'est évidemment aussi une question personnalité : Mr. Blair aimait l'éclat de la diplomatie et appréciait la rencontre des autres dirigeants étrangers. Mr. Sarkozy et Mr. Bush ont la même attitude, alors que le Premier ministre britannique adopte une démarche contraire. David Cameron a compris qu'il pouvait bénéficier de l'inefficacité de Mr. Brown et qu'il pourrait gagner des électeurs en attaquant la Russie. En se faisant le champion d'une entrée de la Géorgie dans l'OTAN il prend néanmoins des risques : l'Alliance serait théoriquement contrainte d'entrer en guerre pour ce pays si les hostilités reprenaient. Est-ce trop demander que d'espérer voir le Royaume-Uni jouer le même rôle sur la scène internationale que sous Mme Thatcher et Tony

Blair ? Il faudrait pour cela trouver un juste milieu entre un Premier ministre, qui s'est retiré du monde, et un chef de l'opposition qui considère qu'une attaque contre Tbilissi équivaut à une entrée des Russes dans Londres.

- 18 Août 2008 : « Mr. Kouchner, le guérisseur », John Lichfield, THE INDEPENDENT

Visionnaire ou fouineur ? Bernard Kouchner a, pendant quarante ans, accumulé les expériences, écrivant même au début des années 90 une sorte de manifeste sur le droit moral des démocraties à intervenir dans les affaires internes des pays oppresseurs qui a, dit-on, influencé Bill Clinton et Tony Blair. Aujourd'hui le Ministre français des Affaires étrangères doit défendre un plan de cessez-le-feu, qui a été soutenu par une Europe divisée et des Etats-Unis méfiants, mais c'est le seul qui soit proposé et il a permis d'arrêter les combats. Si Mr. Kouchner est davantage à l'aise dans les camps de réfugiés qu'à la table de négociations, c'est lui qui devra chercher à résoudre les désaccords au sein de l'Union européenne à propos de la Russie. Ses proches assurent que la crise en Géorgie lui a redonné de l'énergie : le Ministre français estime que l'Union, présidée par la France jusqu'à la fin de l'année, a l'occasion de montrer son importance en défendant ses valeurs sur son propre terrain. Mais selon l'ancien Ministre britannique des affaires européennes, Denis MacShane, grand admirateur de Mr. Kouchner, ce dernier n'aura pas la tâche facile : « il est impossible pour un seul Etat européen, et même pour l'Union européenne dans son ensemble, d'obtenir des résultats vraiment sérieux si les trois grands, Royaume-Uni, France, Allemagne, ne sont pas sur la même ligne ».

- 21 Août 2008 : « La menace de stagflation place la Banque d'Angleterre devant un dilemme », Larry Elliott, GUARDIAN

Le dernier rapport mensuel de la confédération patronale britannique (CBI) n'est pas de bon augure pour l'industrie : commandes en baisse, augmentation des stocks, hausse des coûts. Et il faut prévoir une forte réduction de la production. La situation n'a jamais été aussi mauvaise depuis les attentats du 11 septembre. Avec la perspective d'un taux d'inflation de 5%, la Banque d'Angleterre est placée devant un dilemme : une augmentation des taux d'intérêt risquerait d'affecter les entreprises et de porter atteinte à la confiance des consommateurs. Une baisse des taux pourrait peut-être améliorer la situation, mais elle pourrait aussi envoyer un mauvais message en montrant que la Banque d'Angleterre manque de fermeté face à l'inflation. Le Comité de politique monétaire a donc choisi la moins mauvaise des options : garder les taux inchangés. Les risques inflationnistes demeurent néanmoins. La City attend de voir la réaction des consommateurs après la chute de l'immobilier et la baisse de leurs revenus en termes réels.

- 21 Août 2008 : « Une politique de défense crédible exige des ressources appropriées », éditorial, FINANCIAL TIMES

La décision du Royaume-Uni de chercher des acheteurs pour ses Eurofighters relève du bon sens compte tenu des limites budgétaires du Ministère de la défense. Les grands projets annoncés par le gouvernement, notamment l'achat de deux nouveaux porte-avions et le remplacement du Trident (dissuasion nucléaire) impliquent un déficit de 2 milliards de livres sterling. Il faut donc renoncer à quelque chose. Mais on

peut s'interroger sur l'efficacité d'un Ministère qui se heurte souvent à des retards de livraison, dépasse ses limites budgétaires et semble incapable de prendre des décisions à long terme. Un nouveau pragmatisme est donc bienvenu, mais cela ne suffira pas : il faut accroître le budget de la défense. Le Royaume-Uni ne peut peut-être pas tout faire : lutter contre le terrorisme, dépenser des milliards dans la dissuasion et acquérir de nouveaux porte-avions. Mais une politique de défense crédible requiert des ressources crédibles, après qu'un gouvernement crédible ait présenté les bons arguments pour cela.

- 22 Août 2008 : « Gordon Brown et David Cameron ne se sont pas distingués dans cette crise », Bagehot, THE ECONOMIST

Mr. Brown n'a pas le goût des relations diplomatiques et, après Tony Blair, une période d'humilité pourrait sembler, d'une certaine manière, thérapeutique. Mais, à propos de la guerre du Caucase, la discrétion du Premier ministre britannique a été une erreur, qui risque de lui coûter cher. Une diplomatie active est particulièrement importante pour le dirigeant d'un pays de second rang comme le Royaume-Uni : si Mr. Brown veut notamment réussir les réformes de la Banque Mondiale et du FMI qu'il souhaite, il lui faudra se faire entendre et avoir des amis coopératifs. Ce n'est pas le cas. Les difficultés du Labour et du gouvernement n'arrangent pas les choses. Le Premier Ministre semble surtout préoccupé par la relance de son programme de politique intérieure. Il a de ce fait laissé se creuser un vide temporaire en matière de politique étrangère, et David Cameron s'est empressé d'en tirer parti. Le dirigeant conservateur est un homme politique et l'accuser d'opportunisme est tautologique. Sa visite précipitée à Tbilisi avant que le gouvernement n'envoie un de ses représentants a cependant quelque chose d'inconvenant. Il a eu en outre des propos discutables, qui rappelaient les déclarations va-t'en guerre des Tories avant la guerre en Irak et qu'ils ont fini par regretter. Le Ministre des Affaires étrangères russe assure qu'il n'y a pas eu de vainqueur dans la guerre du Caucase. C'est vrai en tous cas pour le Royaume-Uni.

- 22 Août 2008 : « Le vieillissement de la population est inquiétant », Ben Russell, Cahal Milmo, THE INDEPENDENT

Selon les dernières statistiques officielles, le nombre des retraités au Royaume-Uni dépasse pour la première fois celui des moins de 16 ans. Aujourd'hui le nombre des personnes de plus de 80 ans représente 4,5% de la population, contre 2,8% en 1981. Cette évolution nécessitera l'attribution de nouvelles ressources au NHS (système de santé). Les chefs d'entreprises estiment que l'allongement de l'espérance de vie doit amener à une prolongation de la vie professionnelle : les femmes doivent pouvoir travailler au-delà de 60 ans et les hommes au-delà de 65. La population atteint désormais 61 millions, une conséquence à la fois de l'immigration et de la baisse du taux de mortalité. Les immigrés contribuent au rajeunissement, car ce sont les mères d'origine étrangère qui ont le plus de bébés.

- 28 Août 2008 : « Mr. Miliband a dit les mots justes, au bon endroit et au bon moment », Bronwen Maddox, TIMES

De tous les membres du gouvernement britannique, David Miliband a fait, hier en Ukraine, le meilleur discours sur la crise en Géorgie. Le Secrétaire au Foreign office

est toujours au mieux de sa forme lorsqu'il plaide pour la démocratie, et il n'a pas hésité à accuser la Russie de n'offrir que la force pour rivaliser avec la démocratie libérale. Il a haussé le ton à l'égard de Moscou après la décision du Kremlin de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie, et rejeté l'assimilation avec le Kosovo. Concernant la candidature de l'Ukraine pour une entrée dans l'Union européenne et l'OTAN, il n'a fait toutefois que répéter les promesses du sommet de Bucarest. Il a promis le soutien du Royaume-Uni sans plus de précisions, ce qui rappelle les dérobades peu attrayantes de Mr. Brown. Mais on ne peut accuser Mr. Miliband d'être invisible. Ce voyage a exigé de lui des qualités qu'il n'a pas souvent déployées. Son discours a été bien meilleur que les précédents pour la précision de ses mises en garde à la Russie et les promesses à l'Ukraine : il a utilisé les propos qu'il fallait, au bon endroit et indiscutablement au bon moment.

- 28 Août 2008 : « Le Royaume-Uni n'a pas de politique étrangère réelle », Iain Martin, DAILY TELEGRAPH

Quelle est au juste la politique étrangère du Royaume-Uni ? David Miliband a tenté hier d'en définir le contour après que le gouvernement britannique se soit fait remarquer par son absence durant la crise en Géorgie. Mr. Sarkozy, Mme Merkel et George Bush se sont largement fait entendre, alors que Mr. Brown et Mr. Miliband étaient en vacances. Nous payons le prix du peu d'intérêt que porte le Premier Ministre à la diplomatie internationale, et les conservateurs vont avoir un long travail de reconstruction à mener. La première tâche de David Cameron sera de désengager le Royaume-Uni d'une politique étrangère européenne commune. Les intérêts de la France et de l'Allemagne ne sont pas les mêmes que les nôtres. Le Royaume-Uni peut garder son indépendance, tout en étant proche des Etats-Unis, sans en être l'esclave, occuper une place importante dans l'OTAN et au Conseil de sécurité. Le monde prend une direction qui nous convient : nous avons fait du commerce mondial bien avant la mondialisation et su défendre nos intérêts. Nous n'avons pas à nous incliner, de manière défaitiste, devant l'Europe sous prétexte de ne pas être écrasés par la Chine ou la Russie. Avec notre histoire nous n'avons rien à craindre de mener notre propre politique étrangère surtout si nous sommes alliés aux Etats-Unis. Cela a fort bien marché par le passé. Nous devons encore essayer.

- 28 Août 2008 : « Pour sauver notre énergie nucléaire, nous devons conclure un accord avec EDF », éditorial, FINANCIAL TIMES

L'avenir de l'industrie nucléaire britannique reste toujours aussi confus, et c'est inquiétant. Tout semblait devoir être réglé en juillet grâce à un accord entre British Energy et EDF qui, s'il avait posé des problèmes en matière de concurrence sur le marché de l'électricité, aurait garanti néanmoins au Royaume-Uni l'expertise et la solidité financière du groupe français. Le gouvernement a une part de responsabilité dans l'échec de cet accord, car il a imposé de dures conditions à la vente de sa part de 35%. Nous ne pouvons nous permettre de débattre indéfiniment des diverses options possibles. Nous avons besoin d'urgence de nouvelles centrales nucléaires. Si le gouvernement britannique vendait à EDF sa participation à hauteur de 35% dans British Energy sans se soucier de l'attitude des autres actionnaires, cela relancerait l'offre française. La réticence du gouvernement est sans doute légitime : il ne veut pas avoir l'air dirigiste et il ne veut pas brader sa participation. Mais s'il veut éviter les coupures de courant en 2020, il doit changer son approche.